

DISCOURS DU PRÉSIDENT EMMANUEL MACRON AUX REPRÉSENTANTS DE RAPATRIÉS D'ALGÉRIE.

[Télécharger le .pdf](#)

Madame, Monsieur le ministre,
Madame la ministre déléguée,
Mesdames et messieurs les parlementaires,
Mesdames et messieurs les élus, en particulier, je retrouve ici les maires de Nice, Montpellier, Béziers.
Mesdames et messieurs les présidents d'association,
Monsieur le Grand-Rabbin,
Mesdames et messieurs les professeurs, historiens, chercheurs,
Mesdames et messieurs, chers amis,

Merci pour le témoignage que vous venez de partager avec nous, qui dit bien les blessures, qui est l'une des blessures, et vous l'avez dit avec beaucoup d'humilité vous-même, le drame dont vous avez témoigné à coup sûr fait écho à ce que plusieurs d'entre vous ici ont pu vivre ou représentent. D'autres ont vécu à d'autres dates, à d'autres endroits, des drames qui ont eux-mêmes leur irréductibilité. Nous aurons l'occasion dans quelques instants d'échanger de manière libre et je tiens aussi à ce moment. Mais je voulais mettre quelques mots officiels et pesés sur ce que vous avez vécu, sur ce que nous avons vécu, la France, comme nation.

J'ai souhaité en effet, aujourd'hui, en ce palais de la République à l'Élysée, que vos voix puissent être rassemblées pour transmettre cette mémoire, pour dire l'attachement de la France aux rapatriés, à leurs familles. Et pour continuer de cheminer sur la voie de l'apaisement des mémoires blessées de la guerre d'Algérie, vous savez mon engagement sur ce sujet. Et pour poser, avec vous, un premier jalon des commémorations du 60ème anniversaire de 1962, qui marque la fin du conflit, mais ni celle de ses résonances dans l'histoire, ni celle de ses souffrances dans la société. Il n'est pas un rapatrié d'Algérie, 60 ans qui ne se souvienne, et vous-même venez de l'exprimer avec vos mots, madame, des couleurs, des odeurs, de ce qui a fait son enfance, son adolescence, le début de sa vie adulte et ce dont il a été séparé, de l'agitation des commerces, du grincement des chaises d'écoliers. A cette terre évanouie de vos parents ou de votre enfance, vous devez vos leçons de bonheur. Et votre arrachement, je le sais, à cette terre, fut une peine inconsolable. Beaucoup ici ont écrit, dit, témoigné, créé, filmé pour dire un peu de ces sensations, de ces lieux, de ces vies.

L'histoire des rapatriés d'Algérie est l'histoire d'un amour charnel pour cette terre, d'effort, de labeur pour la faire fructifier. Puis l'histoire d'un exode et d'un exil, l'exode contraint et subi de Français nés dans cette France de l'autre côté de la Méditerranée et pris dans la tourmente de la guerre, puis l'exil déraciné au sein de leur propre patrie. L'histoire des rapatriés d'Algérie est donc celle de la France. Elle a été racontée par les témoins, je l'évoquais, écrite par les écrivains, étayée par les historiens, mais elle reste trop souvent, hélas, méconnue des Françaises et des Français. Pourtant, l'exode de 1962 est une page tragique de notre récit national aux prémices lointaines et aux conséquences profondes. Inédit par son ampleur, sa soudaineté, son impréparation, sa brutalité. En quelques mois, près d'un million de personnes, femmes, hommes, enfants sont passés d'une rive à l'autre.

Les Européens d'Algérie formaient une mosaïque, l'Algérie avait attiré une foule bigarrée de Français venus de toutes nos régions, et notamment celles touchées par nos drames nationaux. Des Alsaciens clamant leur amour de la France et voulant rester Français en 1870, des communards exilés avec en eux un idéal politique, des républicains de 1848 et tant d'autres. D'étrangers aussi venus d'Europe centrale, d'Allemagne, de Suisse, de Malte, d'Italie, d'Espagne. Un brassage de nationalités, de cultures, d'obédience et de caractères. Il y eut de tout dans ce creuset. Des hommes durs et des hommes bons. Certains qui se bardaient de supériorité et d'autres qui s'ouvraient à la différence, des profiteurs et des prodiges. A côté de ceux qui rendirent, qui se rendirent coupables de mépris et de violence, il y eut

beaucoup de citoyens modestes respectueux, laborieux. Un peuple d'artisans, de commerçants, de fonctionnaires, d'enseignants, d'agriculteurs et la plupart partageait leur quotidien avec les populations arabes ou berbères, même si la République ne les avait pas reconnus égaux. Épris d'une vie simple, ils étaient profondément attachés à cette terre qu'ils travaillaient avec ardeur. Pas toujours, mais souvent, l'idéal méditerranéen d'une vie harmonieuse entre juifs, chrétiens et musulmans fut la réalité quotidienne de villages et de quartiers.

Ce que connut et restituait si bien Albert CAMUS dans *Le Premier Homme* et nombre de ses écrits. Lui qui fut si lucide aussi sur les discriminations et les abysses de pauvreté qu'il voyait dans l'Algérie de sa jeunesse. Lui qui dans son appel à une trêve civile de janvier 1956 exprima ce que tant d'autres éprouvaient. Je le cite : « *J'ai aimé avec passion cette terre où je suis né. J'y ai puisé tout ce que je suis et je n'ai jamais séparé dans mon amitié aucun des hommes qui y vivent, de quelques races qu'ils soient. Bien que j'aie connu et partagé les misères qui ne lui manquent pas, elle est restée pour moi la terre du bonheur, de l'énergie, de la création.* »

C'est ce monde-là, ce monde d'alors, qui fut englouti en 1962, tout d'un coup, des repères familiaux familiaux bâtis sur plusieurs générations, s'effondraient. Dans l'incrédulité pour certains, dans l'incompréhension pour beaucoup, avec un insupportable sentiment d'abandon pour tous. Les accords d'Evian actaient la cessation des hostilités, l'interdiction des violences individuelles et collectives, la garantie de la sécurité des personnes et des biens des Français d'Algérie. Mais il n'en fut pas ainsi et nous savons l'ambivalence de cette date : victoire et soulagement pour certains, défaite et calvaire pour d'autres.

La suite, ce fut notamment la fusillade de la rue d'Isly le 26 mars 1962. Ce jour-là, des soldats du 4e régiment de tirailleurs, une unité de l'armée française, firent feu sur une foule qui manifestait, attisée par l'OAS, son attachement à l'Algérie française, en cherchant à rompre le blocus du quartier de Bab El-Oued. Ce jour-là, les soldats français déployés à contre-emploi, mal commandés, moralement atteints, ont tiré sur des Français. Il est plus que temps de le dire. Ce qui devait être une opération de maintien de l'ordre s'acheva par un massacre, un massacre dont aucune liste définitive des victimes ne fut établie, qui fit des dizaines de tués et des centaines de blessés. Les familles ne purent pas enterrer dignement leurs morts. Les obsèques religieuses furent interdites. Les corps convoyés directement au cimetière par camions militaires au jour et à l'heure choisie par les autorités. Le choc fut immense pour les citoyens qui se pensaient auparavant protégés par l'armée française et qui voyaient se retourner contre eux le glaive qui devait les défendre.

Au sentiment d'avoir été trahi par leur propre pays s'ajoutait la crainte de n'être plus en sûreté nulle part. En métropole, le drame fut passé sous silence. 60 ans après, la France reconnaît cette tragédie. Et je le dis aujourd'hui haut et clair : ce massacre du 26 mars 1962 est impardonnable pour la République. Toutes les archives françaises sur cette tragédie pourront être consultées et étudiées librement. S'en suivit, contre l'avis de nombre d'Européens libéraux d'Algérie et d'indépendantistes qui imaginaient une Algérie plurielle, une surenchère atroce d'insécurité et de violence de part et d'autre, d'attentats et d'assassinats qui mis l'Algérie à feu et à sang. Ce cycle infernal d'attaques, de vengeance, faucha sa moisson de morts, des Français mais aussi des Algériens et des Algériens musulmans. Ils furent plusieurs milliers alors à disparaître à jamais. Combien de familles n'ont jamais su ce qui était arrivé à leurs proches. Combien ont attendu un retour croyant qu'un jour enfin la porte allait s'ouvrir sur leur mari ou sur leur père.

Cet engrenage mortifère de la guerre civile conduisit au drame du 5 juillet 1962 à Oran où des centaines d'Européens, essentiellement des Français, furent massacrés, comme le furent ensuite nombre d'autres et des dizaines de milliers de harkis. Ce massacre, lui aussi, doit être regardé en face et reconnu. La vérité doit être de mise et l'histoire transmise. Il nous faut aussi raconter ces mois d'adieux, de déchirures où des Français d'origine métropolitaine, européenne, où des populations installées depuis des siècles, comme certains juifs d'Algérie, furent poussées à cette extrémité insupportable, la valise plutôt que le cercueil. Leur fuite devient un exode brutal, massif, désordonné, en boucle à la va vite une valise où l'on

place les vestiges d'une vie, les derniers mots échangés avec la voisine, le dernier regard, la dernière inspiration. On quitte sa maison, son appartement ; sans même savoir si l'on a fermé la porte, on se rue vers les navires ou l'aéroport pour se frayer un chemin de survie pour soi, pour sa famille, pour ses proches. Rien ne sera plus comme avant. Aux heures d'attente sur les quais répondent les bagages, les baluchons, les colis amoncelés. Sur les navires, on se presse, on se serre, on s'entasse. Des vieillards hagards croisent des jeunes femmes incapables de desserrer leur étreinte du bastingage. Les rives natales se brouillent aux regards embués, s'éloignent bientôt et disparaissent déjà. Tous le savent où le pressentent : ils viennent d'embarquer pour un aller simple. Votre arrivée en métropole est un soulagement. Car vous vous savez ici en sécurité, mais elle n'est pas une consolation. Car vous vous sentez vite incompris, méprisés pour vos valeurs, votre langue, votre accent, votre culture, vos talents. Bien sûr, certains rapatriés ont été accueillis à bras ouverts en métropole. Ceux-là aussi existent. Mais la plupart se sont heurtés à l'indifférence quand ce n'était pas aux préjugés ou à la méfiance. Cela non plus, nous ne devons ni l'oublier ni le taire car il n'y a aucun déni qui grandisse la République. Ces faits doivent être dit simplement, clairement. Cette impréparation coupable, cette frilosité teintée de suspicion, cette négligence confinant à l'hostilité vous ont donné le sentiment qu'on ne voulait pas de vous. On vous a brocardé en profiteurs, en exploités, en voleurs. On vous a craint en propagateur de guerre. Soupçonnés pour certains d'être des membres actifs de l'OAS, souvent vous n'avez été ni compris ni acceptés. Vous ne l'avez pas oublié, ni vos enfants, ni vos petits-enfants. Alors, qu'il est des accueils qui peuvent consoler d'un départ, vous avez connu, vous, cette double peine. Devenu persona non grata en Algérie, vous avez parfois eu le sentiment d'être des indésirables en France. Avec l'arrivée massive et précipitée des Européens d'Algérie en métropole, les centres d'accueil furent débordés dès la fin-mai. Les rapatriés débarqués avant le 15 mai ont pu compter sur un peu d'aide, mais ceux qui ont eu le malheur d'arriver plus tard furent souvent laissés à eux-mêmes. Pas ou peu de sourires de bienvenue, de mots de compassion, ni même de solutions d'hébergement. Dans l'urgence, certaines familles s'entassaient à 10, à 20, dans un deux pièces, dans un box de garage. D'autres sont logées dans de petits hôtels réquisitionnés, dans des entrepôts désaffectés, dans des internats vides ou d'anciennes casernes. La règle est celle du temporaire, de l'expédiant.

À Marseille, Nice, Montpellier, Béziers, Toulon, dans les départements méditerranéens, dans la région parisienne, tous ces lieux sont vite débordés. Dès lors, les rapatriés sont orientés vers les territoires où ils ne peuvent pas aller ou qui manifestement ne veulent pas les accueillir. De nombreuses familles se retrouvent dispersées, éclatées. Longtemps, des rapatriés vivent dans des logements insalubres qui attisent en eux la nostalgie du paradis perdu. Et il faut des années, des années, pour les reloger décemment. Progressivement, une majorité d'entre eux se fixent dans un cadre urbain, dans des HLM de grandes villes, dans des cités périphériques. La France des Trente Glorieuses est moins touchée par le chômage que celle de ces dernières années, mais pour beaucoup de rapatriés, la quête d'un emploi, c'est une nouvelle épreuve. Salarié, cadre, commerçant, la plupart se heurtent au contexte économique des années 60, qui recherchent surtout une main-d'œuvre industrielle et souvent le travail trouvé ou proposé n'est pas à la hauteur des espérances. Aussi, au départ douloureux et à l'arrivée difficile, aux humiliations s'ajoute parfois l'amertume du déclassement. Bien sûr, nous ne devons pas non plus oublier qu'à côté de cet accueil officiel défaillant, des mains se sont tendues, des portes se sont ouvertes, souvent chez des associations d'entraide, des œuvres de bienfaisance. En quelques semaines, les bénévoles du Comité d'accueil et d'aide aux rapatriés ont fait tout leur possible et parfois l'impossible pour apporter de l'aide, des solutions et du réconfort. Ils furent des petites lumières dans un quotidien assombri par l'incertitude. Et pourtant, malgré ces obstacles, malgré ces épreuves, vous avez participé avec ardeur à l'édification de notre pays, à sa défense et à sa liberté. En maints endroits, en maints domaines, les rapatriés d'Algérie ont contribué à moderniser la France des Trente Glorieuses, ont su s'adapter et rebondir, faire profiter la nation de leurs compétences, de leurs talents, de leur culture. Nombre de secteurs économiques leur doivent leur expansion. Ils ont bouleversé la pêche méditerranéenne en introduisant de nouvelles techniques, en armant des flottilles les plus puissantes. Ils ont apporté à notre agriculture des organisations et des méthodes d'exploitation innovantes. Ils ont dynamisé la culture des vignes et des agrumes. Ils ont fait progresser des secteurs comme celui du bâtiment, des transports, de l'imprimerie, de

l'industrie alimentaire, du meuble, de l'optique, de la médecine. Commerçants, enseignants, médecins, chercheurs, journalistes, avocats, diplomates, préfets, chefs d'entreprises, capitaines d'industrie, élus, responsables associatifs ou militaires, ils sont tant et tant, rapatriés eux-mêmes, enfants de rapatriés, à avoir suivi le chemin de la réussite et à avoir servi la France. Elles sont nombreuses aussi, les personnalités publiques nées dans un département français d'Algérie, ces destinées françaises exemplaires, qui font partie de notre culture commune, et qui peuplent notre quotidien. Chéries des Français, plusieurs sont présentes aujourd'hui. Oui, la France s'est enrichie, embellie, de vos talents et de vos dons.

Mesdames et messieurs, il y a 60 ans, les rapatriés d'Algérie ne furent pas écoutés. Il y a 60 ans, ils ne furent pas reçus avec l'affection que chaque citoyen français en détresse mérite. Il y a 60 ans, continuaient, et pour d'autres commençaient, des drames, dont j'ai aujourd'hui pour partie rappelé les mémoires. Un discours ne règle pas 60 années d'injustice. Et les mots sont parfois peu de choses. Mais je voulais qu'aujourd'hui, ces quelques mots viennent apporter la reconnaissance sur des drames quant auxquels la République ne s'était jamais exprimée, viennent dire les injustices que vous avez subies et viennent dire aussi ce que vous avez apporté à notre nation. Car le chemin qui nous revient de faire est celui de cette réconciliation : ne rien effacer, ne rien accepter, ne rien oublier mais considérer que pierre après pierre et pas après pas, la force de notre nation est en reconnaissant chacune et chacun, en restaurant la vérité de notre histoire, en acceptant d'ouvrir des pages que nous avons ou déchirées, ou collées, nous créons simplement la possibilité d'avancer ensemble, ensemble. C'est l'honneur de notre pays de dire la vérité-même, et de dire la vérité, quand bien même elle est douloureuse, et de faire la clarté même si elle doit être arrachée à l'ombre. Alors, la voie que nous empruntons ensemble est la seule dans laquelle je crois. Celle de l'honneur et de l'espérance pour les rapatriés, pour leurs enfants, pour leurs petits-enfants, leurs familles, à eux, à vous qui n'avez jamais cessé d'être fiers, tout simplement d'être Français.

Vive la République et vive la France !